

JOURNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES HANDICAPÉES**Lancement du premier centre de formation d'orthoptie en 2010**

Le premier centre de rééducation fonctionnelle pour non-voyants tardifs ouvrira ses portes début 2010. Mis en place avec l'appui de l'Union des Franco-Algériens de Lorraine (UFAL), il s'occupera de la formation d'orthoptistes, c'est-à-dire d'éducateurs spécialisés qui ont pour vocation le dépistage, la rééducation, la réadaptation et l'exploration fonctionnelle des troubles de la vision.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - Ces spécialistes accompagneront les patients et les aideront à retrouver leur autonomie quotidienne, ils leur donneront ainsi les moyens d'une véritable réinsertion sociale.

Il faut savoir que 93,7% des informations de la vie quotidienne proviennent du visuel. Une fois atteints, les non-voyants ont généralement du mal à accepter leur nouvelle situation et à s'y adapter. C'est là qu'intervient l'orthoptie qui est considérée aujourd'hui comme une étape capitale dans le traitement de la basse vision.

«Tous les moyens matériels sont mobilisés pour la réussite du projet», a affirmé M. Abdellah

Bouchenak Kheladi, secrétaire général du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté nationale à l'étranger, lors de l'ouverture des travaux de la journée d'études sur la cécité et la basse vision qui s'est tenue jeudi au CNFPS de Birkhadem (Centre national de formation de personnel spécialisé). Ledit responsable a précisé que le premier centre algérien d'orthoptie, prévu à El Achour (Alger), ne pourra être fonctionnel qu'en 2012. En outre, des annexes d'orthoptistes seront installées au niveau des écoles des jeunes aveugles.

Animée par d'éminents experts, cette rencontre a permis de faire connaître l'expérience



Photo : D. R.

française, ses avancées et ses préoccupations dans ce domaine. M^{me} Barraud a insisté sur la nécessité de recourir aujourd'hui à l'orthoptie et de former des spécialistes algériens. «L'orthoptie est une étape pri-

mordiale dans le traitement, car, sans cela, les informations qu'a le médecin sont tronquées et les résultats sont graves», a-t-elle déclaré. Interrogeant les présents s'ils connaissaient cette spécialité, deux personnes uni-

quement avaient répondu par l'affirmatif. C'est dire que l'Algérie est très en retard.

Avant de clôturer cette journée, le ministre de la Solidarité nationale, M. Djamel Ould Abbes, a indiqué qu'un projet d'amendement de la loi 2002 relative à la protection et à la promotion des personnes handicapées est en cours d'élaboration et sera prêt en 2010. «Notre pays a ratifié la convention internationale sur les droits des personnes handicapées, ce qui nécessite l'amendement de l'ancienne loi», a-t-il soutenu.

Une commission nationale pluridisciplinaire, composée de représentants des différents secteurs et des représentants du mouvement associatif, a été chargée d'élaborer ce travail.

I. B.

L'ASSOCIATION EL-BARAKA LE REVENDIQUE**Pour une revalorisation des pensions des handicapés**

L'association nationale de soutien aux personnes handicapées El-Baraka a organisé, jeudi dernier à l'Institut de développement et de la formation continue (Indefoc) de Rouiba, une journée d'information qui a eu pour thème «Vers une école pour tous».

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Cette rencontre a été axée, selon le communiqué d'El-Baraka, sur «la préparation de générations d'enfants handicapés au sein des écoles ordinaires et leur extension à travers la wilaya d'Alger».

L'association El-Baraka revendique la revalorisation des pensions des personnes handicapées. «En plus d'être insuffisante, cette pension doit être versée mensuellement et de manière régulière afin de permettre à cette

frange de la société de vivre dignement», souligne la même source. Autres revendications : faciliter l'accès des handicapés au travail, aux soins et au logement aménagé, ainsi qu'à tous les édifices publics. L'association El-Baraka évoque également le problème du transport dont souffrent les enfants handicapés.

Faute de pouvoir se déplacer, «beaucoup d'entre eux abandonnent leurs cursus scolaire», ajou-

te le communiqué. Et de poursuivre qu'il est temps de mettre à leur disposition des auxiliaires scolaires formés pour assurer une «égalité des chances».

Par ailleurs, l'association El-Baraka émet son souhait de voir des centres de rééducation fonctionnelle se mettre en place dans la quasi-totalité des grandes villes où le nombre de personnes handicapées est important.

Rym N.

LE SYNDICALISTE EST PASSÉ POUR LA 21^e FOIS DEVANT LE JUGE**Yacine Zaïd, victime de harcèlement judiciaire**

Licencié par son employeur pour avoir créé une section syndicale, Yacine Zaïd subit aujourd'hui une série de procès pour diffamation et menace sur Internet. Le syndicaliste s'est présenté mardi dernier pour la 21^e fois devant un juge.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Yacine Zaïd est poursuivi dans le cadre de six plaintes déposées par le groupe français Compass, sa filiale Euresat Algérie, le directeur des ressources humaines ainsi que le chef de la base où il était employé. «Je subis un véritable acharnement de la part de mes anciens employeurs.

Leur objectif est simple : ils veulent m'anéantir moralement et financièrement à travers ce harcèlement judiciaire», expliquait, hier, Yacine Zaïd. Depuis le déclenchement du conflit, il est convoqué régulièrement par la justice. «Mardi, je suis passé une nouvelle fois

devant le juge suite à une plainte déposée par le DRH de l'entreprise. Il m'accuse de diffamation et de menace sur Internet.

Le dossier comporte juste une illustration d'un terroriste et une autre représentant un tombeau.

Cette personne dit que je l'ai menacée par email mais sans apporter de preuves concrètes», note le syndicaliste, en ajoutant avoir demandé la nomination d'un expert pour déterminer exactement les faits.

Dans un autre procès intenté par son employeur, Yacine est également poursuivi pour diffamation suite à des informations publiées sur des sites internet de syndicats européens et américains. «Ils n'ont rien trouvé de mieux à faire que de me coller un procès car des syndicats étrangers ont évoqué mon cas sur leurs sites.

C'est ridicule. Mais puisqu'ils s'estiment lésés, ils n'ont qu'à poursuivre en justice ces organisations syndicales. Je peux vous dire

qu'en France, la Confédération française démocratique du travail (CFDT), un des principaux syndicats d'entreprise au sein de Compass, attend de pied ferme leur plainte. Mais nous savons tous qu'ils ne passeront jamais à l'acte, ils préfèrent plutôt s'acharner contre un petit syndicaliste isolé à Hassi-Messaoud.

Au début du conflit, j'ai eu l'occasion de rencontrer des responsables envoyés en Algérie dans le cadre d'une soi-disant initiative de conciliation. Ils m'avaient clairement déclaré que l'entreprise avait les moyens de me rendre la vie très difficile si je persistais à vouloir créer une section syndicale. Finalement, ils avaient raison. Ces gens sont très puissants.»

Epuisé et ruiné, Yacine Zaïd ne compte pourtant pas lâcher prise.

«J'ai tout perdu, ma famille et toutes mes économies. Ils pensent que je vais finir par céder, mais ils se trompent totalement. Je compte défendre ma dignité jusqu'au bout».

T. H.

**COUP DE FILET
DE LA
GENDARMERIE
NATIONALE
À BÉCHAR
2 631 kg de kif
traité
récupérés**

La croissance de la criminalité transfrontalière ainsi que le passage fréquent des narcotrafiquants par les frontières terrestres nord-ouest et le grand Sud, pour acheminer de grandes quantités de kif traité vers l'Europe et le Moyen-Orient, ont conduit les services de la Gendarmerie nationale à prendre des mesures particulières pour sécuriser ces zones de passage.

Ainsi, selon un communiqué rendu public avant-hier, les gardes-frontières de Hassi-Zegdou (Béchar), en embuscade sur une piste dans la localité de Tabelbala, ont ouvert le feu sur trois véhicules tout-terrain de narcotrafiquants dont les chauffeurs avaient refusé de se soumettre à l'injonction de s'arrêter.

Les gardes-frontières ont pu immobiliser deux véhicules, dont les chauffeurs ont pris la fuite à bord de la troisième voiture. Cette course-poursuite a permis la récupération d'un pistolet-mitrailleur de type kalachnikov et de trois chargeurs garnis, ainsi que de 2 631 kg de kif traité. Pour rappel, il y a seulement quelques jours, les gendarmes ont effectué une grande opération à Tamanrasset, qui leur a permis de récupérer deux caisses de munitions et un fusil-mitrailleur, ainsi que 12 quintaux de drogue.

M. M.